



Déclaration FSU au CTA de Bordeaux du 28 mars 2022

La FSU tient tout d'abord à exprimer sa condamnation de la guerre en Ukraine et sa solidarité avec tous les peuples victimes d'une façon ou d'une autre de ces offensives meurtrières et avec les Russes qui se mobilisent pour dénoncer l'offensive armée. La guerre en Ukraine a des conséquences humaines terribles : des civil-es meurent sous les bombes et des centaines de milliers de personnes, essentiellement des femmes et des enfants, ont déjà fui leur pays en guerre.

La France doit prendre sa part dans l'accueil des toutes et tous les réfugié-es. Cela implique de rompre avec les politiques indignes qui ont été menées en particulier ces cinq dernières années. La France doit renouer avec sa tradition humaniste d'accueil des réfugié-es sans opérer de tri selon la nationalité des migrant-es.

La FSU exige qu'un effort particulier soit fait pour l'accueil et la scolarisation des jeunes réfugié-es. Cela passe notamment par le renforcement des UPE2A. Aujourd'hui, ces structures sont déjà sous tension, faute de moyens suffisants, et ce sont les élèves qui en ont le plus besoin qui en subissent les conséquences.

Dans un contexte de reprise de l'inflation, l'annonce d'un possible dégel du point d'indice effectif après les élections présidentielles, semble bien suspicieuse. Le gouvernement, après avoir pris en début de mandature des mesures extrêmement défavorables au pouvoir d'achat des agent.e.s, a refusé toute mesure collective depuis 5 ans. Les pertes cumulées de pouvoir d'achat ont acté l'échec de la prétendue revalorisation liée au Grenelle et une dévalorisation des métiers de l'enseignement qui pèsera longtemps sur les recrutements. Mais cette annonce d'une folle générosité a été vite contrebalancée par les déclarations du candidat par intérim Macron que nous dénonçons fermement. En effet, lors de la présentation de son programme, il a annoncé : « difficile de dire qu'on va mieux payer tout le monde, y compris ceux qui ne sont pas prêts à s'engager et à faire plus d'efforts ». Quelle provocation quand on voit le rôle fondamental joué par les enseignant·es pendant cette période chaotique ? Quand le ministre de l'Éducation nationale n'a eu de cesse de se perdre en annonces contradictoires, semant le trouble dans la communauté éducative, les professeur.e.s ont continué d'inventer des solutions pour assurer la discontinuité pédagogique, proposer des cours à distance, contacter les familles par tous les moyens possibles...en un mot de faire vivre le service public d'éducation. Seul.e.s. Avec leurs moyens. Parce que la communauté éducative, confinement ou pas, n'a qu'un seul objectif : la réussite de tous.tes les élèves.

La FSU tient aussi à rappeler que, pendant que son ministre de l'Éducation nationale gérait la crise sanitaire à Ibiza, les professeurs, CPE, PsyEN, AED, AESH et Infirmières préparaient sur le terrain, la rentrée sous Omicron.

En définitive, le seul effort du président Macron et de son ministre de l'Éducation Nationale Blanquer pendant 5 ans aura été de tout faire pour tenter de désorganiser le service public d'Éducation et ne pas revaloriser les personnels au profit d'un modèle d'école libérale et de cadeaux à l'enseignement privé. Entre mépris et électoralisme simpliste, notre président candidat poursuit et accélère sa politique de libéralisation des services publics de l'Éducation jouant la carte des parents contre les

professeurs, du mérite et de sa subjectivité contre l'égalité, révélant ainsi sa méconnaissance du terrain, des besoins pour bien faire l'école pour toutes et tous.

Le printemps de l'orientation illustre parfaitement le profit possible pour des officines privées quand les PsyEN sont trop peu nombreux pour répondre aux besoins des élèves et de leurs familles perdues dans la mécanique du tri de Parcoursup mais qui attendent avant tout des conseils gratuits, désintéressés et adaptés. L'entrée de formations privées toujours plus nombreuses dans Parcoursup révèle comment les mécanismes de tri pour accéder au supérieur, opèrent pour gommer patiemment toute distinction entre le service public laïque et des filières confessionnelles marchandes. La nomination du nouveau président du CSP dont certains propos passés pourraient relever du carré régalien s'inscrit d'ailleurs dans cet affront continu à la laïcité.

A ce dénigrement s'ajoutent les propositions pour l'école, ayant pour seuls objectifs d'offrir des gages à un électorat de droite : la retraite à 65 ans, un collège primarisé en rupture avec le lycée, un examen d'entrée, des enseignant.e.s bivalent.e.s, le remplacement de la LV2 par l'apprentissage du code, l'entrée des entreprises une demi-journée par semaine comme « aide à l'orientation des élèves », la suppression du CAPES ou encore le recrutement par le chef d'établissement et les directeurs/directrices d'écoles de leurs adjoint·es.

Concernant la voie professionnelle scolaire, E. Macron envisage concrètement une transformation totale de la logique de formation initiale puisqu'elle se calque sur le système par apprentissage : un système patronal où la formation des jeunes non qualifiés est réduite à « apprendre sur le tas » comme au début du siècle dernier, les excluant de fait des missions et des valeurs de l'enseignement public d'éducation nationale.

En cohérence avec ce projet, il a aussi annoncé le 15 mars dans la presse la nécessité « d'un outil de gestion des compétences qui sonne la fin de l'hégémonie des diplômes ». Personne n'est dupe, il ne s'attaquera pas aux diplômes des grandes écoles mais bien aux diplômes « ouvriers » que sont le CAP et le bac professionnel. En les supprimant, il s'attaque aux conventions collectives, jugées gênantes et contraignantes par les organisations patronales. La fin des diplômes professionnels caractérise également un autre recul majeur : celui de ne plus offrir à toutes les jeunes la possibilité de poursuivre des études qualifiantes. Ce projet marque encore tout le mépris de ce candidat et de son actuel ministre de l'Éducation nationale pour les personnels de la voie professionnelle dont l'engagement au quotidien est exemplaire malgré des conditions de travail et de rémunération dégradées et honteuses. Leurs pseudo remerciements tout au long de la crise sanitaire se matérialisent, à travers ce programme, par un projet pur et simple de « dédagisme » organisé.

Il s'agit clairement d'en finir avec un modèle d'école dont le but est la démocratisation et l'émancipation des jeunes. Les rétropédalages de l'équipe de campagne du candidat Macron ne peuvent masquer la cohérence des propos avec les décisions déjà mises en œuvre à Marseille.

La FSU a été auditionnée par le « comité de consultation sur la place des mathématiques au lycée en voie générale ». Le candidat Macron s'est empressé d'annoncer dans son programme le retour des mathématiques dans le tronc commun de la voie générale. On ne peut que regretter qu'il n'ait pas fait l'effort d'écouter ce que disaient les organisations syndicales et les associations disciplinaires préférant soutenir son ministre qui se faisait fort d'expliquer que non il n'y avait pas moins d'élèves faisant mathématiques. Un gros problème de calcul !

Sans l'annulation des 440 suppressions d'emplois à la rentrée 2022 dans le second degré, tout aménagement sur les mathématiques au lycée ne pourrait amener qu'à une situation intenable relançant la concurrence entre les disciplines donc entre les collègues. Un bricolage sur les

programmes de l'enseignement scientifique serait inacceptable. Il ne permettra pas de régler les inégalités de genre produite par la réforme.

La FSU exige une remise à plat de toute la réforme du lycée (programmes, spécialités, parcoursup et baccalauréat) pour véritablement lutter contre les inégalités sociales et genrées dont sont aujourd'hui victimes une grande partie des élèves dans leur parcours au lycée et dans leur accès aux études supérieures.

A la sortie du premier confinement les infirmières de l'EN ont alerté sur les signes de fragilité des élèves et ne cessent de communiquer sur la santé mentale des adolescents ce qui avec le contact tracing covid et le mal être des jeunes a considérablement alourdi la charge de travail des infirmières. Cependant l'académie de Bordeaux n'obtient qu'une seule création de poste. C'est le département de la Gironde qui récupère cette dotation unique alors que celui-ci explose démographiquement et voit l'ouverture de 5 collèges à la rentrée 2022. Sans création de poste hormis celui ouvert l'année dernière à Marsas, le rectorat décide donc de redéployer les postes comme au bon vieux temps des années 2000. En ne tenant pas compte des besoins de l'académie, le ministère fait fi de la santé de ses élèves. Les infirmières de l'EN oubliées du Ségur de la santé et des revalorisations salariales mais qui collectionnent les lettres de remerciement et de considération, souhaitent aussi toucher une prime COVID pour leur engagement à toutes du collège à l'Université, comme d'autres corps de ce ministère. La FSU porte des mandats d'une infirmière pour 500 élèves, il faudra réévaluer la jauge pour les lycées.

A la division, la régression et la mise en concurrence des personnels avancées dans le projet Macron pour l'École, les enseignants opposent la formation, la mise en commun des pratiques, des réflexions nées de débats et de controverses. Ils souhaitent affirmer que l'école est un bien commun et que c'est bien par le prisme de la formation que les professeurs dynamisent leurs enseignements, les renouvellent et que l'objectif recherché est la réussite de toutes et tous élèves sur tous les territoires. Bien effectuer son travail demande du temps, un temps souvent invisible de préparation et de bilan de séance, de formation.

Aux heures supplémentaires, au « travailler plus pour gagner plus », aux primes, aux remplacements imposés, à la retraite à 65 ans, à ces mesures génératrices d'inégalité notamment pour les femmes, ils opposent le recrutement d'enseignant-es formés par concours et sous statut fonction publique, la revalorisation des salaires par le dégel du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat cumulées depuis 2010.

La FSU s'opposera avec force à tout recul du service public d'éducation. Un service public d'éducation qui en 5 ans a perdu des emplois sous le coup des incessantes suppressions de postes : plus de 8 000 dans le second degré pour 65 000 élèves en plus. Un service public d'éducation qui s'est vu concurrencer ses missions par le privé marchand.

Nous disons STOP aux dégradations, aux informations mensongères, appelons à un plan d'urgence pour l'École, l'EPS et le sport scolaire en moyens et formation et réaffirmons notre attachement profond à l'intérêt général, aux services publics, seuls en capacité de réduire les inégalités et d'assurer l'émancipation pour toutes et tous.